

AKTUELL

DEMANDEURS D'ASILE

Rien de rien

Luc Caregari

C'est fait : dorénavant, les demandeurs d'asile qui auraient l'impertinence de toquer à la porte du grand-duché devront se contenter de 25 euros par mois. Entre-temps, la ministre de la famille peine à caser ceux qui veulent bien vivre sous ces conditions.

Est-ce un hasard du calendrier ? Le 20 juin, la journée mondiale des réfugiés - dont on n'a d'ailleurs pas beaucoup entendu parler dans les médias - le gouvernement publie au mémorial le règlement grand-ducal qui fixe les aides aux réfugiés à 25 euros par mois. « Un montant risible », critique le Collectif Réfugiés Luxembourg, qui regroupe les principales ONG qui viennent en aide aux demandeurs d'asile et qui - faut-il le rappeler ? - font en grande partie le travail dont le gouvernement s'avère incapable et qui semble s'être accommodé de cette situation.

De plus, comme l'indique à juste titre le Collectif, même si ces 25 euros par mois seront complétés par des bons et des aides en nature, leur système de distribution n'est pas précisé dans le règlement grand-ducal. Donc, les demandeurs d'asile, en plus d'être précarisés et pénalisés davantage, sont à la merci du bon vouloir des services gouvernementaux. Encore pire, le chapitre 2 du règlement, qui prévoit les conditions sous lesquelles le ministère peut retirer ou diminuer cette « aide sociale », qui ne mérite pas vraiment ce nom : par exemple dans le cas où « le bénéficiaire de l'aide sociale ou un membre de sa famille l'accompagnant s'est comporté de manière violente ou menaçante envers les personnes assurant l'encadrement des bénéficiaires de l'aide sociale ». Cela pose la question de qui décide de ce qui est une menace ? Le personnel du gouvernement, la police, les juges ? Rien n'est précisé. Et au-delà de cette imprécision, le fait de sanctionner toute une famille pour le mauvais comportement d'une personne est à la limite de l'illegalité. Sous le joug nazi, on avait un nom pour ce principe : « Sippenhaft ». L'objectif du règlement grand-

ducal est clair : décourager l'immigration des pauvres demandeurs d'asile vers le Luxembourg. Alors qu'en même temps, d'autres ministres vont à la chasse aux « high net worth individuals » qui - peu importe leur origine - peuvent s'installer ici sans problèmes. Non, seulement est-ce dégoûtant, mais la tactique risque de ne pas payer. Combien de fois faudra-t-il répéter que personne ne quitte son domicile juste pour le plaisir ? Et que la pauvreté est un motif pertinent d'émigration ? Si elles étaient un peu fair-play, les autorités consentiraient du moins aux demandeurs d'asile le droit de travailler, question d'améliorer leur maigre argent de poche.

D'ailleurs, depuis ce mercredi, la très puissante cour constitutionnelle allemande analyse l'octroi d'aides aux demandeurs d'asile outre-Rhin, qui n'ont pas été haussées depuis 1993, alors que la loi oblige les gouvernements de le faire. Pourtant, les aides sociales aux réfugiés chez nos voisins allemands sont beaucoup



FOTO: FLICKR TAKVR

plus généreuses que celles que s'apprête à déverser le gouvernement luxembourgeois.

Quant au logement des demandeurs d'asile, qui n'est pas une faveur mais une obligation internationale, la ministre de la famille revient à la méthode camping. Certes dans des containers cette fois, mais l'aspect provisoire reste tout de même visible. Et de toutes les communes appelées à être solidaires, seules trois ont répondu à l'appel de la ministre : Pétange, Mamer et Kehlen. C'est loin d'être une victoire et pourtant la vague xénophobe qui submerge notre société est loin de tarir.

SHORT NEWS

Sensibilisierung in Sachen Kinderprostitution

Bevölkerungsumfragen über Prostitution scheinen in Mode, obwohl nicht immer klar ist, was der Mehrwert der Volksbeurteilungen sein soll. Nachdem das Chancengleichheitsministerium letzte Woche zusammen mit TNS Iles eine Umfrage zum Thema Prostitution vorgestellt hatte, zieht nun Ecpat Luxemburg nach, mit einer vom Kooperationsministerium, dem Oeuvre Nationale Grande-Duchesse Charlotte und Luxair finanzierten Meinungsumfrage zur sexuellen Ausbeutung von Minderjährigen in Urlaubsländern und der illegalen Nutzung von Kinderpornographie im Internet. Die Studie mit dem Titel „Enquête nationale sur la perception de l'exploitation sexuelle des enfants“ soll laut dem Ecpat-Vorsitzenden Thomas Kauffmann dazu dienen, die aktuellen Sensibilisierungskampagnen in Zusammenarbeit mit allen potentiellen Akteuren von der Polizei über Anlaufstellen wie LisaStopLine - bei der illegale Inhalte im Internet gemeldet werden können - sowie den Reiseanbietern neu zu überdenken und die Handlungsoptionen des Einzelnen gegenüber dem Problem klarer herauszuarbeiten. In Bezug auf das Internet haben 794 Personen angegeben nie mit Kinderpornographie in Kontakt gekommen zu sein - und falls, dann würden sie sofort die Polizei benachrichtigen. Bei den 213 Befragten, die schon damit in Verbindung gekommen sind, hätten letztlich nur 3 Prozent Ordnungshüter verständigt, 45 Prozent hätten nichts unternommen.

Jagdgegner: Nie wieder klagen

Verboten, dass auf dem eigenen Waldstück Wild geschossen wird, dürfen JagdgegnerInnen das? Ja, antworteten die Grünen, unter Verweis auf das in anderen Zusammenhängen eher ungeliebte Eigentumsrecht, als sie vor über zehn Jahren ein neues Jagdgesetz forderten. Ja, antwortet jetzt auch in letzter Instanz der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte in einem Fall aus Deutschland - und dürfte damit endgültig Rechtssicherheit geschaffen haben. In erster Instanz hatte das Gericht nämlich, anders als in zwei ähnlichen Fällen, zu Gunsten der Grünröcke entschieden, weil das deutsche Gesetz die Jagd als Realisierung des öffentlichen Interesses definierte (woxx 1096). Die unsichere Rechtslage hatte im Frühjahr 2011 weder Regierung noch Parlament davon abgehalten, das neue Jagdgesetz zu beschließen, in dem ein Opt-out für JagdgegnerInnen vorgesehen ist. Zu Recht, wie das jetzt erfolgte Urteil zeigt, das dafür aber voraussichtlich eine Gesetzesänderung in Deutschland erzwingt. Seinerzeit war die Jägerföderation gegen die „absurde Ausnahmeregelung zu Gunsten der ethischen Jagdgegnerschaft“ Sturm gelaufen, die zu einem „Verlust der Biodiversität“ führen werde. Nun, nach verlorener Schlacht, war man gegenüber RTL bemüht, das Ganze herunterzuspielen: Bisher seien nur fünf Hektar aus den Jagdlosen entfernt worden, die Auswirkung der Opt-out-Klausel sei also minimal.

La presse quotidienne payante recule

Selon une étude du Ceps/Instead publié cette semaine, le Luxembourg ne ferait pas exception du phénomène général qui frappe la presse quotidienne imprimée et payante : un net recul. Pourtant, vu la situation atypique du grand-duché, cette diminution est un peu moins importante que dans les autres pays de l'OCDE - cinq pour cent uniquement, alors que la moyenne est de dix à vingt pour cent. Cela est avant tout dû à l'enracinement sociétal des différents médias, comme l'église, les syndicats et les partis politiques, qui font qu'on lit un journal payant surtout par appartenance à une certaine sensibilité. N'empêche que les sondeurs, qui ont relevé leurs données entre 2009 et 2010, ont dû constater de fortes disparités entre les différents types de consommateurs. Ainsi, ce sont avant tout les personnes âgées, les élites et les Luxembourgeois qui continuent à payer leurs journaux, tandis que la presse gratuite et l'information par internet à la maison comme sur le mobile est surtout consommée par les jeunes, les classes populaires, les étrangers, les Portugais et les Français en tête. Ce qui laisse penser les sondeurs qu'au grand-duché ce n'est pas tant la presse gratuite et l'internet mobile qui met en danger la pérennité de la presse quotidienne payante, mais la disparité sociale. Encore un motif pour s'inquiéter davantage de la consistance du ciment social du modèle luxembourgeois.